

L'Europe, Utopie linguistique

Christophe Scheidhauer

Volume 12, Number 1, Fall 2001

Langue : identité plurielle

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/801197ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/801197ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collège Édouard-Montpetit

ISSN

1181-9227 (print)

1920-2954 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Scheidhauer, C. (2001). L'Europe, Utopie linguistique. *Horizons philosophiques*, 12(1), 109–124. <https://doi.org/10.7202/801197ar>

L'Europe, Utopie linguistique

L'Histoire officielle de la construction européenne situe son départ dans l'après-guerre. La destruction de la civilisation par deux conflits mondiaux, la division du continent et l'hégémonie de deux puissances extérieures auraient amené les états à abandonner leurs ambitions meurtrières et à renoncer à leur souveraineté pour unir leurs efforts dans la reconstruction. Ce sacrifice était censé implicitement marquer l'avènement d'une ère nouvelle de paix perpétuelle. Certes, le succès même de la construction européenne, l'intégration croissante à l'ouest, l'effondrement du bloc soviétique à l'est, et plus largement l'incertitude qui entoure désormais les frontières de l'Europe font douter certains qu'une telle vision suffise à un projet politique viable. Pourtant, la mission rédemptrice de l'Europe pensée par les pères fondateurs est une idée toujours vivace, bien au-delà des milieux chrétiens-démocrates qui l'ont originellement formulée. La recherche scientifique tend à accepter ce millénarisme européen comme un fait positif. Alors que ce numéro se consacre à définir les identités européennes, multiples, complémentaires ou conflictuelles, il semble nécessaire de mettre en lumière cette dimension messianique, ou simplement utopique de l'Europe. Elle influence considérablement ce que l'on dit de l'Europe et de l'identité des européens. Elle aide en tant qu'idéologie à singulariser l'identité européenne elle-même, qu'on en soit conscient ou non, qu'on l'accepte ou qu'on la rejette.

Ainsi, il est sans doute piquant de constater qu'une discipline qui prétend précisément se spécialiser dans l'inventaire des patrimoines culturels nationaux et internationaux, et qui clame jouer un rôle de premier plan dans leur défense, la sociolinguistique, contribue justement à les construire, et participe largement de la définition d'une Europe messianique, alors même qu'elle prétend conserver une attitude parfaitement objective. Cette Europe utopique se veut profondément multiculturelle et plurilingue. Pour le lecteur non averti cela peut sembler banal, une simple description de la réalité. Certains y verront même une prise de position anti-européenne. Alors que la construction européenne passe pour s'être bâtie par l'économie, la multitude des langues peut sembler un obstacle à l'intégration des marchés. Or, il n'en est rien car le monde de la linguistique est régi par la Guerre des Langues. La destruction naturelle des langues les plus faibles par les langues les plus fortes y est renforcée par l'action de l'État, qui privilégie les langues les plus répandues et les plus prestigieuses. La

compétition des langues pour la survie et la prééminence y est biaisée et médiatisée par la politique. Et pourtant, ces mêmes linguistes voient dans l'Europe une construction nouvelle destinée à préserver les langues les plus faibles. Pourtant l'Europe n'est-elle pas aussi un nouvel État en construction à l'échelle continentale? Pour qui croit à la guerre des langues, le paradoxe est de taille. Cette Europe des langues est littéralement une utopie : elle n'appartient pas au monde décrit par la théorie linguistique, qu'il s'agisse d'un État ou, a fortiori, de la vision d'un horizon politique global.

Le monde de la guerre des langues

Le monde de la Guerre des langues est féroce et malfaisant. Féroce, il engage les langues les unes contre les autres dans un combat désespéré pour la survie. Malfaisant, il conduit à la destruction inévitable des langues les plus faibles diminuant ainsi un patrimoine linguistique irremplaçable.

Un monde darwinien.

Le monde de la Guerre des langues en est un féroce, d'inspiration darwinienne. Les auteurs les plus audacieux vont jusqu'à suggérer une analogie entre les langues et les espèces. Néanmoins, la comparaison a ses limites. L'État, non le milieu naturel, joue un rôle décisif en déséquilibrant les rapports entre les langues, en affaiblissant les unes au profit des autres.

Contrairement à ce que ce nom pourrait laisser penser, les théoriciens de la Guerre des langues revendiquent explicitement une inspiration darwinienne. Les langues seraient engagées dans un combat désespéré pour la survie. Certaines, plus faibles, seraient menacées de disparition. J.A. Laponce parle d'une «lutte à mort ou, au minimum, une lutte pour la prééminence¹».

Sous le titre «La Guerre entre les Langues» il écrit : «Les langues naissent et meurent. Certaines vivent longtemps mais d'autres pas. Certaines ont une descendance nombreuse alors que d'autres disparaissent sans successeur (...) Les langues (...) sont en compétition pour des ressources rares (...) Combien de langues sont actuellement en compétition pour la survie? Comme pour les animaux, le décompte dépend des critères utilisés pour identifier les différences. Les estimations vont en gros de 4 000 à 7 000 langues.

Une grande attention a été donnée ces dernières années dans

1. «A fight to death or at least a fight for precedence», J.A. Laponce, *op. cit.*, p. 5.

les médias scientifiques et populaires à la disparition des aigles et des baleines. Les langues ont bien moins suscité l'attention².

La même analogie transparait clairement dans l'introduction à *La Guerre des Langues* de Louis-Jean Calvet, quoiqu'il prétende d'emblée ne pas «adhérer outre mesure à ces métaphores biologiques». Il rappelle dès les premières lignes qu'«il est une distinction courante à la fois dans le discours des linguistes et dans le sens commun, celle qui oppose *les langues vivantes* aux *langues mortes*, et (que) ces deux adjectifs, *vivantes*, *mortes*, appliquées aux langues, donnent métaphoriquement à penser qu'il y a une *vie du langage* (...)». Mais au-delà de cette qualification-métaphore, on glisse nettement vers un schéma analogique. Il utilise l'idée d'une évolution individuelle des langues passant par des «transformations» et des «disparitions». Il n'écarte les thèses de W. Whitney publiées en 1867 dans *The Life and Growth of Languages* que dans la mesure où «ces ouvrages ne cherchaient le plus souvent les ressorts de cette vie de la langue que dans la langue elle-même» et non pas dans l'évolution de la société. Finalement la notion même de métaphore est abandonnée. Il conclut cette introduction en affirmant que «la violence est la grande accoucheuse de l'histoire, (que) c'est en ce sens qu'il faut comprendre (...) la guerre des langues (qui) n'a rien de métaphorique³».

Cependant, ce schéma n'est que partiellement identique au modèle darwinien. La cause de la prédominance de certaines langues ne serait pas l'adaptation à l'environnement, comme chez les espèces.

Il ne faudrait pas pousser trop loin la comparaison entre les langues et les animaux. Ce qui détermine si une espèce animale survivra ou non est son adaptation à l'environnement. Un équilibre s'établit généralement entre les animaux de différentes espèces de telle sorte que les espèces rivales se contiennent les unes les autres. (...) Dans la sphère des langues cependant, rien de ce qui touche une langue ne l'empêcherait de devenir la langue exclusive sur la planète⁴.

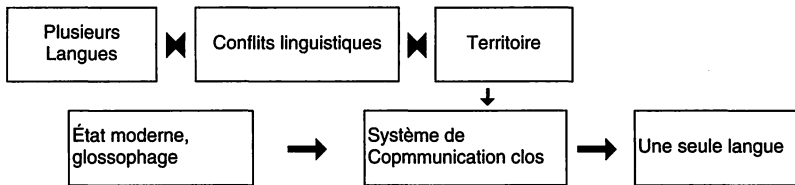
2. Traduction de l'auteur. Chiffres mentionnés dans : S.H. Muller, *The World's Living Languages*, Frederick Ungar, New York, 1964 et C.A. Ferguson, «Diglossia», *Word*, vol. 15 (1959), p. 325-340, cités par J.A. Laponce «The Case for Ethnic Federalism in Multilingual Societies : Canada's Regional Imperative», *Regional Politics and Policy*, vol. 3, n° 1, spring 1993, p.23.
3. Louis-Jean Calvet, *La Guerre des Langues et les Politiques linguistiques*, coll. Langage et Société, Payot, Paris, 1987, p. 7 et 10.
4. Traduction de l'auteur. J.A. Laponce, *Languages and their Territories*, University of Toronto Press, Toronto, 1987, p. 64.

La comparaison a ses limites, ce qui n'en rend pas, au passage, la compétition moins féroce. Mais un modèle où l'on postulerait simplement que les langues les plus fortes survivent serait tautologique si l'on ne cherchait pas à déterminer les causes de la force ou de la faiblesse des langues. Le ressort supplémentaire qui explique la compétition mortelle des langues, est l'action de l'État.

L'intervention dévastatrice de l'État.

La survie d'une langue dépendrait de sa capacité à s'emparer d'une niche propre, d'un territoire sur lequel elle soit dominante et, si possible, exclusive. Dans ces conditions un système de communication relativement clos évitera à la langue de se trouver en concurrence défavorable. Le contrôle du territoire par un État indépendant assure la pérennité de ses langues officielles. L'État moderne, en particulier, est «glossophage» : «il détruit ses langues minoritaires⁵».

On peut résumer le système de J. Laponce ainsi (Figure 1) :



Les causes de cette tendance restent malheureusement mystérieuses. La langue semble implicitement exister indépendamment de l'état et vice-versa. Sur l'origine de l'un et de l'autre rien n'est dit. On ne sait pas pourquoi certaines langues sont «minorisées», tandis que d'autres deviennent des langues officielles. Le rôle de la langue dans la construction de l'état est également ignoré. Cette juxtaposition incertaine de deux facteurs semble se retrouver dans l'expression la «Guerre des langues». Un déplacement, ou un raccourci a été opéré, puisque ce sont les états ou les nations qui font la guerre, pas les langues. En fait, l'objectif des sociolinguistes est d'expliquer un résultat : la diminution du nombre des langues. Ils ne cherchent pas à tester une théorie arrêtée, mais tentent de l'adapter à un fait qui est, pour eux, incontestable⁶.

5. *Idem*, p. 3-4.

6. L'ensemble du schéma permet, par extrapolation, de comprendre pourquoi l'auteur considère le monolinguisme comme la norme, alors même que le bilinguisme est lui aussi courant : seul le monolinguisme a quelque chance d'être un phénomène social stable en présence de l'État. Qu'arrive-t-il si l'État fait défaut? La question n'est guère envisagée. *Idem*, p.3.

Un monde malfaisant

Le monde de la Guerre des langues n'est pas seulement un monde féroce, c'est aussi un monde malfaisant, car sa violence n'est pas compensée : il n'y a pas d'équilibre, ni de progrès ou de justice. Bien au contraire : la Guerre des langues entraîne la destruction progressive de la plupart d'entre elles.

De manière constante, les sociolinguistes diagnostiquent une baisse du nombre des langues à l'échelle planétaire pour la période récente. Les avis divergent par contre au sujet des périodes antérieures. L-J Calvet avance que la chute contemporaine est le prolongement d'un mouvement entamé dès l'apparition des premiers codes linguistiques. À l'inverse, J.A. Laponce estime que le nombre des langues a longtemps augmenté. La tendance ne se serait inversée qu'au cours de l'entre-deux-guerres. Dans les deux cas une loi sociale explique l'évolution. L.-J. Calvet considère que la Guerre des langues a joué de manière à peu près constante dès la préhistoire. Au hasard des rencontres, des amalgames entre groupes, les premiers codes linguistiques étaient déjà confrontés les uns aux autres, et certains ont été supplantés.

La communication embryonnaire a surtout *mis les hommes dans une situation de conflit sémiologique perpétuel*. (...) *La guerre des langues* est inscrite dans l'histoire de l'humanité dès que cette dernière a transformé ses premiers cris et ses premiers gestes en signes⁷.

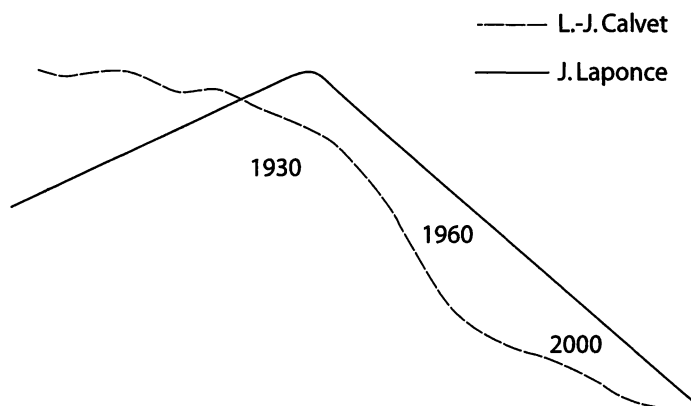
J.A. Laponce introduit une variable plus fine : la territorialité propre à chaque langue. De grandes surfaces sont longtemps restées peu ou pas peuplées. En les colonisant, des groupes humains se sont isolés les uns des autres. L'absence de communication entre ces groupes, liée à l'évolution naturelle des langues a produit de nouvelles variétés linguistiques. L'émigration vers de nouveaux territoires entraînait donc une augmentation globale du nombre de langues, malgré la disparition ou la supplantation de certaines. Cette tendance s'est logiquement arrêtée lorsque l'isolement lié à la colonisation de nouveaux territoires a cessé d'être possible. J.A. Laponce situe cette période dans l'entre-deux-guerres :

Au contraire, dans un monde caractérisé par une forte densité de communication, dans ce que Valéry appelait *un monde fini* (un monde achevé, un système global), il y a moins de place pour des langues nouvelles, moins de chances de divergence. De façon bien

7. Les passages en italique sont surlignés dans le texte. L.-J. Calvet, *op. cit.*, p. 31.

plus fréquente qu'auparavant, les langues entrent en contact étroit et fréquent. Elles deviennent prisonnières d'un combat à mort. Les conséquences politiques de la guerre entre les langues sont considérables : les langues minoritaires, ou plus précisément les langues des minorités politiques sont le plus en danger⁸.

L.-J. Calvet propose donc une description plus linéaire de l'évolution des rapports entre les langues et de leur nombre subséquent (Figure 2)



Représentation schématique de l'évolution du nombre de langues, telle que suggérée par deux auteurs. Illustration des convergences (pour l'avenir) et divergences (pour le passé) dans les reconstitutions opérées⁹.

L'état originel est vu différemment, mais les deux auteurs, rejoints par l'ensemble de la sociolinguistique, s'accordent sur la diminution inéluctable du nombre des langues parlées dans le monde, le cœur de la théorie sociolinguistique. Il n'est jamais contesté. Peu d'auteurs y consacrent de longs développements. La plupart se contentent de les mentionner en préalable parmi les évidences acquises. Ce sont les questions plus pointues, plus discutées et plus prestigieuses qui attirent. Il est donc d'autant plus surprenant de constater que ces mêmes spécialistes s'accordent à décrire l'Europe en voie d'unification comme un lieu de paix entre les langues, où règnerait le plurilinguisme.

8. Traduction de l'auteur. Le passage en italique est en français dans le texte. J.A. Laponce, «The Case for ethnic Federalism in multilingual Societies : Canada's regional Imperative», p. 24.

9. *Ibid* : cf. notes 7 et 8.

L'Europe linguistique : Nouveau Monde ou Hors du Monde?

L'Europe qui se constitue en union politique semble échapper aux lois de la Guerre des Langues. Quoiqu'évoluant de plus en plus vers la structure d'un État¹⁰, elle ne témoigne pas d'une diminution du nombre des langues. La domination des langues officielles ou nationales ne semble pas devoir y réduire le multilinguisme.

«L'Europe sera multilingue ou ne sera pas»¹¹ affirme péremptoirement Hugo Baetens Beardsmore en tête de son livre sur l'enseignement bilingue. C'est ce qui fait selon lui de l'éducation bilingue un modèle d'avenir : bientôt chacun devra maîtriser plusieurs langues. L'école leur en donnera les moyens. Stélio Farandjis, Secrétaire général du Haut Conseil de la Francophonie, part du même constat : «la diversité (linguistique) est consubstantielle à l'idée d'Europe¹²». Enfin, Jacques-André Tschoumy, le plus emphatique, décrit : «(...) la construction d'une Europe multiculturelle, multilinguistique, multiarchique, d'une Europe marquée non plus de territoires seulement, mais d'identités, d'identités plurielles. L'Europe est en marche. Elle est en marche inexorable, malgré les tensions (inévitables), les hésitations (normales) et les craintes (légitimes) de plusieurs corps sociaux¹³». Il serait inutile et impossible de détailler toutes les prises de positions en ce sens. Aucun linguiste, ou aucune personne qui partage leurs croyances en la Guerre des langues ne soutient que l'Europe deviendra, à son tour, inévitablement, monolingue, comme ils l'avancent pour les autres États.

En effet, ces mêmes linguistes adhèrent néanmoins pleinement à l'idée que l'État joue un rôle décisif dans la Guerre des langues. Le Professeur Beardsmore reconnaît que dans les États-nations l'enseignement est généralement monolingue. Stélio Farandjis concède qu'«en Europe comme dans le monde le binôme unité-diversité a souvent été un binôme infernal. Souvent l'unité s'est accompagnée d'entreprises systématiques d'uniformisation répressive, en France ce fut la lutte contre les «dialectes et patois», ailleurs par voie d'autorité les mesures de germani-

10 Quoique, ou plutôt puisque les théoriciens de la guerre des langues se soucient peu de donner une définition précise de l'Etat, on peut sans doute considérer que l'usage de ce terme s'étend à la construction européenne.

11. Hugo Baetens Beardsmore, «Introduction», in Hugo Baetens Beardsmore, (ed.), *European Models of Bilingual Education*, Clevedon : Multilingual Matters, 1993, p.1.

12. Stélio Farandjis, «Langues et Cultures en Europe» in Institut Robert Schumann pour l'Europe, *Quelles Langues pour quelle Culture en Europe? Symposium international tenu du 7 mai au 8 mai 1993 au Centre culturel «Les Fontaines», Chantilly-France*, Collection Europe-Cultures, IRSE, Chantilly, 1995, p. 45.

13. Jacques-André Tschoumy, «Pour comprendre l'Europe de Demain, il nous faut changer de Lunettes», in Institut Robert Schumann pour l'Europe, *op. cit.*, p. 94-95.

sation ou de russification¹⁴». Enfin, avant d'entamer son panégyrique de l'Europe nouvelle, Jacques-André Tschoumy a rappelé que «C'est un droit terroriste que s'est acquis l'état en s'appropriant l'espace, en imposant son ordre, ses limites, ses frontières, l'état borne ses langues, défend sa logique d'état et défend sa survie d'état¹⁵». Bref, malgré des styles différents, on retrouve le même paradoxe. La future Europe ne se comportera pas comme un état le devrait dans le monde de la Guerre des langues. Mais cette Europe à venir est-elle vraiment perçue par les linguistes comme un état?

En l'absence d'indication formelle, on peut faire deux hypothèses sur la nature de l'Europe en construction. Soit elle est un état en construction hors du monde de la Guerre des langues, soit elle représente un monde nouveau, avec ses lois propres.

La nature de la future Europe n'est jamais définie. Seul Jean-Michel Eloy se demande si l'on peut comparer la construction européenne à un état en formation. Il nomme ce processus «la politogenèse, ou construction d'un corps politique à contenu national. (Elle) s'accompagne de la sélection d'une (ou de quelques) langues, en tant que «langue d'État» (c'est-à-dire officielle ou nationale), et donc de l'oubli ou de l'écrasement d'autres variétés¹⁶». Jean-Michel Eloy se demande donc si l'Europe, tel un état, engendrera la Guerre des langues. Mais il n'entreprend pas de répondre à sa question. L'incertitude vaut sans doute assez largement une réponse négative!

Chez certains auteurs, par contre, la construction européenne ne semble pas annoncer une situation étatique anormale mais la fin de tout état au sens de la théorie sociolinguistique actuelle. Jacques-André Tschoumy ne déclare-t-il pas que : «de l'Europe des mésalliances, on va vers une Europe des espaces partagés; de l'Europe des états, on s'achemine vers une Europe des chevauchements, de l'Europe de citoyennetés juxtaposées, on mue vers une Europe de citoyennetés composées¹⁷». Un peu plus loin, il note même : «Le modèle jacobin de l'état-nation subira dans les années 90 la crise sans doute finale de cette forme historique d'organisation sociale¹⁸». Ce qui est valable pour l'Europe le semble aussi pour le monde. D'ailleurs, on peut détecter chez

14. Stélio Farandjis, *op. cit.*, p. 46.

15. Jacques-André Tschoumy, *op. cit.*, p. 92.

16. Jean-Michel Eloy, «La Politique linguistique européenne, un cas de Politogenèse», in Claude Truchot (dir.), *Le Plurilinguisme européen*, Politique linguistique n° 2, Champion, Paris, 1994, p. 330-331.

17. Jacques-André Tschoumy, *op. cit.*, p. 94-95.

18. *Idem*, p. 93.

certain auteurs une tendance très nette à considérer l'Europe comme un monde propre, égal à l'ensemble de l'univers humain. «La réalité culturelle de l'Europe est si vaste, si riche, écrit Raymond Weber, qu'elle ne se laisse pas contraindre et enfermer dans une seule langue : «Ce n'est qu'entre tous les hommes que tout l'humain est complètement vécu¹⁹». Qu'est-ce donc que l'Europe : un état anormal ou un nouveau monde linguistique?

En fait, ce dilemme n'a pas forcément l'importance que l'on pourrait croire. Que l'Europe soit l'un ou l'autre, le monde de la Guerre des langues n'a plus cours. Qu'il soit totalement renversé par un monde nouveau ou qu'un seul état lui échappe revient au même. La loi féroce de la lutte à mort des langues entre elles n'est plus universelle. Ce n'est plus une fatalité. Ce n'est plus une loi. Dans tous les cas, une Europe multilingue signifierait la fin de la Guerre des langues.

La Construction européenne marque-t-elle la fin de la Guerre des Langues?

Quelle est la signification, quelles peuvent-être les conséquences de ce décalage entre les visions du «monde de la Guerre des langues» et de l'«Europe»? L'idée d'une Europe destinée au multilinguisme marque-t-elle l'amorce d'une réorientation des hypothèses générales de recherche de la sociolinguistique? Un tel changement de paradigme doit être comparé avec celui qui est intervenu quand les travaux qu'a formalisés la théorie de la Guerre des langues sont apparus. Des conditions semblables sont-elles réunies? Comment est apparue la théorie de la Guerre des langues et est-elle dépassable? Cette théorie est-elle en train d'être abandonnée dans le contexte européen?

C'est au cours des années cinquante et soixante qu'a été établi le cœur de la théorie : la diminution inexorable du nombre des langues parlées et le rôle crucial de l'état dans ce processus annihilateur. L'expression «Guerre des langues» n'a été popularisée que dans les années quatre-vingt. Elle formalise les conclusions d'un ensemble de travaux bien antérieurs. Esquissant une brève histoire de l'analyse des politiques linguistiques, Louis-Jean Calvet situe clairement Haugen comme le premier des pères fondateurs de la sociolinguistique. Il parle du «texte fondateur de Haugen sur la Norvège» de 1959, qui analyse la langue comme une construction sociale où l'état jouait un rôle de premier plan²⁰. Haugen aurait ensuite intégré un petit cercle où Fishman semble avoir la prééminence au début des années soixante-dix..

19. Raymond Weber, «Table Ronde : Introduction», in Institut Robert Schumann pour l'Europe, *op. cit.*, p.109.

20. *Idem*, p.9.

Le syntagme *language planning*, qui sera traduit en français par *planification linguistique*, apparaît en 1959 sous la plume de Einar Haugen, à propos des problèmes linguistiques de la Norvège. Il s'agissait pour lui de présenter l'intervention standardisatrice (par le biais de règles orthographiques, etc.) de l'Etat pour construire une identité nationale après des siècles de domination danoise. Haugen revient sur le thème en 1964, lors d'une réunion (...) qui marque l'émergence de la sociolinguistique (...) et, lorsque l'on regarde la liste des participants (Bright, Haugen, Labov, Gumperz, Hymes, Samarin, Ferguson...) on se dit qu'il ne manque que Fishman pour compléter la «brochette» qui va, dans les années 70 et 80, représenter la sociologie du langage aux Etats-Unis. Ainsi, la «planification linguistique» est portée sur les fonts baptismaux en même temps que la sociolinguistique, et elle sera d'ailleurs définie un peu plus tard par J. Fishman comme de la sociolinguistique appliquée²¹.

Par contre, il faut rejeter l'idée que la sociolinguistique serait le segment de la linguistique qui s'intéresse aux relations entre les phénomènes sociaux et linguistiques²². Cette définition a plusieurs inconvénients. D'abord, la sociolinguistique n'a pas vraiment innové en liant langue et société. L'histoire d'un groupe de langues avait déjà été identifiée à celle d'un peuple ou d'un ensemble de peuples dans le cas de l'indo-européen²³. De plus, ce courant d'idées n'a pas été éliminé par la sociolinguistique. Il est toujours vivace, comme l'a montré l'ampleur récente des controverses qui ont entouré la publication des travaux de Meritt Ruhlen. Cet auteur prétendait reconstituer la langue originelle de l'humanité et s'appuyait notamment sur la reconstitution, récente, d'un premier groupe *homo sapiens sapiens*, l'espèce humaine actuelle, par la paléogénétique²⁴. Il est donc exagéré de clamer que la sociolinguistique a découvert que les événements linguistiques trouvaient leurs sources dans des phénomènes sociaux non-linguistiques. Des travaux antérieurs avaient déjà fermement établi cette liaison. Ce qui fait l'originalité de la pensée sociolinguistique, c'est bien l'importance donnée à l'action éta-

21. Louis- Jean Calvet, *Les Politiques linguistiques*, Collection «Que Sais-Je?», PUF, Paris, 1996, p. 4.

22. Cf., par exemple, Roland Breton, *Géographie des Langues*, 3^e édition, «Que-Sais-Je?» n° 1648, PUF, Paris, p.3.

23. Voir notamment les travaux de Max Muller : *Nouvelles Leçons sur la Science du Langage*, Paris, Durand, 1868, cité par Anne-Marie Thiesse, *La Création des Identités nationales, Europe XVIII^e- XX^e siècle*, coll. L'Univers historique, Seuil, Paris, 1999, p.174-175.

24. Meritt Ruhlen, *L'Origine des Langues*, Débats, Belin, Paris, 1996, 288 pages. Pour un commentaire de cet ouvrage : Bernard Victori, «La Langue originelle», *Sciences et Avenir*, Hors-Série n° 125, déc. 2000-janv. 2001, p. 36-41.

tique, plutôt qu'à la vie de l'ethnie, et l'accent mis sur l'avenir plutôt que le passé. En cela, les travaux de Haugen sont bien les précurseurs et les inspireurs de la nouvelle discipline. Certes, les théoriciens de la Guerre des langues ont cherché à synthétiser les travaux produits par la sociolinguistique avec les connaissances développées par d'autres disciplines. Mais cette synthèse n'enrichit pas le cœur de la théorie, ainsi que l'illustrent les divergences au sujet de l'évolution du nombre des langues. La théorie de la Guerre des langues formalise la pensée sociolinguistique dont l'unité vient de l'existence préalable d'un modèle, les travaux de Haugen, que les autres études s'efforcent de reproduire, de perfectionner, de raffiner. En s'identifiant ainsi aux travaux d'un père fondateur ou d'un groupe de pères fondateurs, les sociolinguistes démarquent aussi leurs travaux de ce que produisent d'autres linguistes²⁵.

Quels étaient les paradigmes, les idées-clefs que les sociolinguistes ont écartés et quels éléments le leur ont permis? Il n'existe pas de récit complet de ces événements. Il est néanmoins possible de proposer l'hypothèse selon laquelle de très nombreuses tentatives de «résurrection» de langues mortes ou antiques, dont certaines furent effectivement considérées comme réussies, le cas le plus net et, sans doute le plus connu, restant l'hébreu, ont progressivement rendu insatisfaisant le classique «arbre généalogique» des langues, qui assimilait les langues contemporaines au résultat de l'évolution naturelle, c'est-à-dire selon les lois propres de l'évolution des langues. Pour cette école, les langues créées ou ressuscitées étaient de véritables «anomalies». Le contexte social de l'époque jouerait ainsi un rôle-clé dans la naissance du paradigme sociolinguistique. L.-J. Calvet explique combien la demande de création linguistique dans les nouveaux états indépendants d'Afrique et d'Asie au cours des années cinquante et soixante aurait contribué à entretenir la prise de conscience des racines sociales et politiques des phénomènes linguistiques²⁶. La période actuelle en Europe, marquée par une intégration politique croissante, est-elle le prélude à de nouvelles politiques linguistiques inexplicables par la théorie de la Guerre des langues? C'est possible. Par contre, il semble impossible de prédire quelle approche nouvelle pourrait s'imposer au sein de la discipline, tout comme il paraît difficile de prétendre que les travaux de Haugen étaient prévisibles et destinés à servir de référence avant les années soixante. Néanmoins, il ne semble pas qu'une telle remise en cause de la Guerre des langues ait été opérée jus-

25. L'évolution de cette discipline correspond donc bien à la construction d'un nouveau «paradigme», formalisé par la théorie de la Guerre des Langues. Cf. Thomas S. Kuhn, *La Structure des Révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris, 1972, 246 p.

26. Louis- Jean Calvet, *op. cit.*, p. 8.

qu'ici dans le contexte européen.

L'avènement prévu d'une Europe multilingue n'a pas conduit à réviser les systèmes d'interprétation des relations linguistiques. Les recommandations que font les sociolinguistes au sujet de politiques linguistiques sectorielles en Europe sont toujours marquées du sceau de la Guerre des Langues. Dès que l'on s'éloigne de l'idée d'Europe en général, le multilinguisme paraît de nouveau en péril.

Stélio Farandjis, qui pourtant proclame sa foi en l'avenir multilingue de l'Europe, affirme qu'il «convient de mettre en œuvre une coopération européenne technique et économique pour assurer la pérennité du plurilinguisme européen²⁷». Ceci suggère que le multilinguisme ne saurait se maintenir de lui-même, conformément à la doctrine de la Guerre des Langues²⁸, mais en opposition avec l'idée de l'inéluctabilité d'une Europe multilingue.

Plus précisément, la plupart des auteurs insistent sur le maintien de territoires linguistiques, en adéquation avec la Guerre des Langues.

- Ce principe s'oppose, dans le contexte européen, à la libre concurrence sur un territoire européen unifié. Claude Truchot propose notamment «le principe de territorialité des langues comme élément de base d'une politique linguistique (selon le modèle Suisse. Mais il constate aussi que celui-ci]se heurte aux arguments de ceux qui considèrent qu'il est antiéconomique et isolationniste²⁹». Dans le même sens, quand A. Tashdjian évoque «les langues en libre concurrence», il note d'emblée que «choisir pour l'enfant l'anglais plutôt que l'italien parce que c'est plus rentable, n'est-ce pas déjà un échec?». La concurrence des langues, si elle n'est pas contrée, ne fait que renforcer la langue la plus puissante. L'auteur conclut que : «l'anglais, ogre dévorant les autres langues de l'Europe, est, à l'évidence, incontournable³⁰».
- Selon les langues que l'on cherche à défendre, les découpages territoriaux souhaitables se font plus ou moins complexes. Plus la langue est faible, plus le découpage doit être intensif. «Les ethnies et les langues minoritaires (...) auraient (ainsi) deux ennemis principaux, l'État national et la langue anglaise. Face à cette double menace, Chiti-Batelli propose la solution fédéraliste qui consiste à construire une Europe conçue comme une fédération

27. Stélio Farandjis, *op. cit.*, p. 52.

28. Cf. Figure 1, ci-dessus.

29. Claude Truchot, «Les Conditions du Plurilinguisme en Europe», in Fernand Carton et J.M. Odéric Delefosse (dir.), *op. cit.*, p. 82 et 84.

30. Stélio Farandjis, *op. cit.*, p. 45.

de régions, adhérant directement à l'État fédéral sans passer par le stade intermédiaire de l'État national³¹».

Finalement, une seule politique semble tout de même permettre la cohabitation de plusieurs langues sur un même territoire : l'éducation bilingue ou plurilingue. «La guerre des langues n'existera pas si nous savons construire un système éducatif qui permette une réelle acquisition des autres langues, en France en tout premier lieu. (...) En l'an 2000, le monolinguisme des jeunes pourra être comparé à une forme d'illétrisme³²». Mais l'éventualité d'une telle politique n'abolirait pas la Guerre des Langues. Elle montre seulement qu'il est possible de lutter contre ses effets néfastes. Dans tous les cas on en revient donc aux incontournables principes de la théorie. L'idée d'une Europe de la paix des langues ne se retrouve pas dans l'exposé des politiques concrètes. Elle se trouve bien en dehors du monde décrit par la sociolinguistique.

La sociolinguistique est une science engagée au service des langues menacées. L'utopie européenne ne peut se comprendre sans cela. La Guerre des langues est la formalisation théorique d'un ensemble d'axiomes ou de croyances qui permettent aux linguistes de penser l'action de sauvegarde des langues qu'ils défendent. Si l'état peut en effet influencer sur le développement des langues, si celui-ci n'est pas un processus purement naturel, alors il doit être possible de le renverser, partiellement au moins, par des politiques appropriées et contraires à celles de l'état. L'Europe prend donc pleinement sa place dans ce schéma. C'est le nom que les sociolinguistes donnent à leur utopie, décalque positif du monde de la Guerre des langues. C'est un nom qui lui donne un cachet d'inéluctabilité, de légitimité. Cela n'empêche d'ailleurs pas de nommer Europe d'autres éléments, par exemple la juxtaposition d'états et de langues que constituerait actuellement le continent. Ces ambiguïtés déroutent jusqu'aux linguistes eux-mêmes :

La construction européenne peut susciter des enthousiasmes, bien compréhensibles. Il existe une sorte de sentiment de construire l'histoire, de participer à une histoire visible et généreuse, et c'est sur ce sentiment que s'appuient les efforts pour mobiliser le citoyen (...)

31. Louis-Jean Calvet, *L'Europe et ses Langues*, Plon, Paris, 1993, p. 181. Dans le même courant d'idées, Guy Héraut opte lui pour une solution intermédiaire entre une fédération d'Etats-nations et une Europe des Régions, car celle-ci renforcerait par trop un centre unique. Guy Héraud, *L'Europe des Ethnies*, Coll. Axes-Savoir, Bruylant, L.G.D.J., Paris, 1993, p.201.

32. Alain Tashdjian, «Les Langues de l'Europe sont-elles sur Orbite?» in Fernand Carton et J.M. Odéric Delefosse (dir.), *op. cit.*, p. 18 et 22.

Mais on rencontre aussi, à l'inverse, une forte tendance à penser le changement, en matière de langue en particulier, en termes de dégradation. Les linguistes ne peuvent pas s'associer à cette tendance³³.

Les sociolinguistes ne voient pas dans l'Europe un élément qui invalide leur théorie mais un élément qui encourage leur action, la défense des langues minoritaires. L'uniformité linguistique semble inéluctable. Mais l'Europe, destructrice d'états, apparaît comme la rédemptrice d'un monde frappé du sceau du mal.

Le but de ce récit n'est bien sûr pas de critiquer le caractère multilingue ou multiculturel de l'Europe, encore moins de tenter de prédire s'il se pérennisera ou périlitera. Il nous montre seulement une des voies par lesquelles l'Europe est pensée avant d'être construite. Car les idées agissent, et c'est bien au nom de l'Europe à venir que l'on incite les habitants des régions de langue minoritaire à cultiver et enseigner leur langue, au Pays-de-Galles, en Catalogne, au Val d'Aoste, au Pays-Basque, toutes ces terres de missions par excellence de la sociolinguistique. Et partout progresse également l'enseignement des langues étrangères. Ainsi, il se peut même qu'un jour l'utopie linguistique européenne devienne réalité.

Christophe Scheidhauer
Doctorant
Institut d'Études Politiques
Paris

33. Jean-Michel Eloy, «Quelques réflexions sur les Rapports entre Linguistique et Politique», in Fernand Carton et J.M. Odéric Delefosse (dir.), *Les Langues dans l'Europe de Demain*, Presses de la Sorbonne nouvelle, Paris, 1994, p. 102.

Bibliographie liminaire

BAETENS BEARDSMORE, Hugo, (ed.), *European Models of Bilingual Education*, Clevedon : Multilingual Matters, 1993, 205 p.

BRETON, Roland, *Géographie des Langues*, 3^e édition, Que-Sais-Je? n° 1648, PUF, 127 p.

CALVET, Louis-Jean, *La Guerre des Langues et les Politiques linguistiques*, Coll. Langages et Sociétés, Payot, Paris, 1987, 294 p. *L'Europe et ses Langues*, Plon, Paris, 1993, 237 p. *Les Politiques linguistiques*, Collection «Que Sais-Je?», Presses universitaires de France, Paris, 1996, 127 p.

CARTON, Fernand et J.M. Odéric DELEFOSSE (dir.), *Les Langues dans l'Europe de Demain*, Presses de la Sorbonne nouvelle, Paris, 1994, 162 p.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, *Les Minorités linguistiques dans les Pays de la Communauté européenne, Rapport de Synthèse par l'Istituto della Enciclopedia Italiana*, Office des Publications officielles des Communautés européennes, 1986, Luxembourg, 368p.

CONSEIL DE L'EUROPE, DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES POUVOIRS LOCAUX, *Conférence internationale sur la Charte des Langues régionales ou minoritaires. Strasbourg 26 mars 1998*, Langues régionales ou minoritaires n° 1, Éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1998, 61 p.

CORBEIL, Jean-Claude, «L'Aménagement linguistique en Europe», in Claude Truchot (dir.), *Le Plurilinguisme européen*, Politique linguistique n° 2, Champion, Paris, 1994, p. 311-315.

ELOY, Jean-Michel, «La Politique linguistique européenne : un cas de Politogénèse», in Claude Truchot (dir.), *Le Plurilinguisme européen*, Politique linguistique n° 2, Champion, Paris, 1994, p. 329-334.

ESMEIN, Bernard, *Les Langues, l'Education, la Formation et la Culture dans la Construction de l'Europe*, Thèse dirigée par M. le Prof. Louis Porcher, Paris III- Sorbonne Nouvelle, 1996, 1465 p.

GIBLIN, Béatrice, «Les Nationalismes régionaux en Europe», in *Hérodote*, n° 95, 4^e trimestre 1999, p. 3-20.

GIORDAN, Henri (dir.), *Les Minorités en Europe. Droits linguistiques et Droits de l'Homme*, Kimé, Paris, 1992, 685p.

HÉRAUD, Guy, *L'Europe des Ethnies*, Coll. Axes-Savoir, Bruylant, L.G.D.J., Paris, 1993, 209p.

HEUSSE, Marie-Pascale, «Le Multilinguisme ou le Défi caché de l'Union européenne», *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 426, mars 1999, p. 202- 207.

INSTITUT ROBERT SCHUMANN POUR L'EUROPE, *Quelles Langues pour quelle Culture en Europe?* Symposium international tenu du 7 mai au 8 mai 1993 au Centre culturel «Les Fontaines», Chantilly-France, Collection Europe-Cultures, Institut Robert Schumann pour l'Europe, Chantilly, 1995, 127p.

LABRIE, Normand, *La Construction linguistique de la Communauté européenne*, Coll. Politique linguistique, Champion, Paris, 1993, 450 p.

LAPIERRE, Jean-William, *Le Pouvoir et les Langues. Babel et Léviathan*, P.U.F., Paris, 1988, 297p.

LAPONCE, J.A., *Languages and Their Territories*, University of Toronto Press, Toronto, 1987, 264p. «The Case for Ethnic Federalism in Multilingual Societies : Canada's Regional Imperative», *Regional Politics and Policy*, vol. 3, n° 1, spring 1993, p.23-43.

MERCATOR-EDUCATION, *The MERCATOR Project*, <http://www.troc.es/mercator/index.htm>, dernière mise à jour inconnue, consultation en ligne le 20 mai 1999.

NELDE, Peter, Miquel STRUBELL, Glyn WILLIAMS, *Euromosaïc, Production et Reproduction des Groupes linguistiques minoritaires au sein de l'Union européenne*, Office des Publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1996, 66p.

RUHLEN, Meritt, *L'Origine des Langues*, Débats, Belin, Paris, 1996, 288 p.

TRUCHOT, Claude (dir.), *Le Plurilinguisme européen*, Politique linguistique n° 2, Champion, Paris, 1994, p. 330-331.

THIESSE, Anne-Marie, *La Création des Identités nationales, Europe XVIII^e- XX^e siècle*, Coll. L'Univers historique, Seuil, Paris, 1999, 302 p.

VICTORI, Bernard, «La Langue originelle», *Sciences et Avenir*, Hors-Série n° 125, déc. 2000-janv. 2001, p. 36-41.